

Noirs refrains sur la jeunesse

Florence Audier, Laurence Lizé et Christophe Ramaux

Libération 23 mars 2006

Florence Audier, Laurence Lizé et Christophe Ramaux économistes à l'université Paris-I.

Avec le CPE resurgissent deux antiennes. L'une sur le chômage des jeunes, l'autre sur la guerre des générations. Le chômage des jeunes : depuis longtemps s'est répandue l'idée selon laquelle un jeune sur quatre est au chômage en France. En réalité, et fort heureusement, seul un jeune sur douze est dans cette situation. Le taux de chômage des 16-24 ans était de 22 % en janvier 2006. Mais ce taux, comme tous les taux de chômage, est calculé en rapportant le nombre de chômeurs aux seuls actifs, soit en l'occurrence les jeunes qui ont un emploi et ceux qui sont au chômage. Par construction, il ne prend donc pas en compte tous ceux, soit l'écrasante majorité des jeunes, qui sont en formation (les deux tiers des 16-24 ans sont dans ce cas en France).

Il y a donc bien presque un jeune actif sur quatre au chômage. Mais avec moins de 8 % de chômeurs parmi l'ensemble des jeunes de cette classe d'âge, la France se situe exactement dans la moyenne de l'Europe des Quinze. Le boom scolaire et universitaire, particulièrement vif au cours des trois dernières décennies dans l'Hexagone et qui résulte, en partie, de la volonté de se prémunir, par le diplôme, du risque de chômage (comme quoi tout se tient...) , explique cette situation.

Comment interpréter alors la permanence de l'antienne selon laquelle un jeune sur quatre est au chômage ? On peut soutenir qu'une étonnante convergence de logiques opère ici. La logique de certains médias, d'une part, qui relaient d'autant plus allègrement l'antienne qu'ils sont plus souvent en quête de «scandales» (celui du chômage des jeunes en l'occurrence) que d'arguments rationnels pariant sur l'intelligence de leurs publics. La logique de certains autres, qui ont parfois tendance à assombrir la situation pour mieux la dénoncer, sans comprendre qu'à agir ainsi on désarme bien plus souvent qu'on ne mobilise. La logique du gouvernement enfin, qui peut paradoxalement avoir intérêt à «noircir» ce qui relève pourtant de son bilan, afin de faire, pense-t-il, passer ainsi plus aisément certaines de ses décisions. *«Un jeune sur quatre est au chômage : on ne peut rester sans rien faire»* : tel était déjà l'argument avancé par le gouvernement, en 1993, pour justifier le contrat d'insertion professionnelle. Tel est l'argument repris par Dominique de Villepin pour justifier le contrat première embauche.

Trois ans après leur sortie de formation initiale, 70 % des jeunes actifs sont en contrat à durée indéterminée (CDI). Ce taux est de l'ordre de 80 % pour les diplômés des deuxième et troisième cycles universitaires, mais aussi de 68 % pour les titulaires d'un CAP ou BEP, et de 73 % pour les bacs professionnels ou technologiques. On est loin du tableau noir dressé par certains. Les difficultés d'insertion à long terme qui se réduisent quand le chômage baisse concernent surtout les non-qualifiés : seuls 52 % sont en CDI au terme des trois ans.

La «guerre des générations» ? L'image fait florès. C'est le syndrome de Chronos : les géniteurs seraient devenus prédateurs de leurs propres enfants. Le sociologue Louis Chauvel, expert sur la question des jeunes, indique, par exemple, à leur propos, que *«la France les a sacrifiés depuis vingt ans pour conserver son modèle social, qui profite essentiellement aux baby-boomers»* (le Monde du 6 mars 2006). Nicolas Sarkozy, on le conçoit, ne cesse de fustiger le modèle social français. Mais au fait : ce que l'on nomme le «modèle social», l'Etat social en fait qui n'est certes pas sans défauts, comme le montre la faible protection accordée aux chômeurs, n'a-t-il pas été largement remis en cause au cours des vingt dernières années ? Des réformes libérales n'ont-elles pas été appliquées, avec le succès que l'on sait, en matière de croissance, d'emploi ou d'inégalités ?

La question du «déficit de croissance» justement ? Les exégètes de la guerre des générations l'éluent. Pourtant, toutes les études montrent que, lorsque la croissance est là, l'emploi redémarre, le chômage se réduit, le tout au bénéfice, en premier lieu, des jeunes. Entre 1997 et 2001, près de deux millions d'emplois ont été créés en France, et le taux de chômage des jeunes est passé de 28,1 % à 18,7 %. Une réduction d'un tiers en quelques années donc. Les jeunes actifs se retrouvent plus souvent au chômage que les 30-50 ans ou les seniors, mais ils y restent moins longtemps, leur chance d'en sortir étant plus importante.

N'en déplaise aux scoliastes des baby-boomers dévorant leurs enfants, qui, de nouveau, noircissent la situation des jeunes comme si celle-ci n'était pas déjà suffisamment sombre, les trentenaires d'aujourd'hui ont, en moyenne, un niveau de vie plus élevé que ceux des années 70. Seuls les non-qualifiés massivement frappés par le chômage et la précarité comme on l'a dit ont perdu en pouvoir d'achat.

Il y a bien creusement des écarts de revenus entre les jeunes et les baby-boomers. Mais l'essentiel est ailleurs : à l'exception des cadres dirigeants, toutes les catégories de salariés, y compris les 30-60 ans, ont vu leur condition par rapport aux propriétaires du capital, dont les revenus ont explosé, se dégrader, les plus exposés d'entre eux, les jeunes et les chômeurs, étant bien entendu les plus touchés, d'où le fameux creusement des écarts.

Les jeunes d'aujourd'hui risquent de connaître demain des conditions d'emploi encore plus dégradées et après-demain une retraite au rabais. Une génération sacrifiée donc. Mais par qui ? A la lecture en termes de guerre des générations, on peut en opposer une autre : si les jeunes d'aujourd'hui connaissent toute leur vie durant le libéralisme, ils trinqueront, en effet, toute leur vie durant comme génération sacrifiée... par le libéralisme.